



Coordination anti-répression

# plate-forme

## 1. Introduction

On observe depuis quelques années un renforcement de la répression se manifestant dans plusieurs domaines :

- Une recrudescence des brutalités policières (en Belgique et ailleurs : ainsi la répression des manifestations à Seattle, à Gênes, etc.), et une systématisation de l'impunité de ces brutalités (ainsi pour les assassins de Semira Adamu) ;
- Une criminalisation des luttes de plus en plus systématique : astreintes contre les piquets de grève, poursuites contre les luttes ouvrières (procès contre les 13 de Clabecq), contre les luttes militantes (procès contre les Collectif contre les expulsions), etc. ;
- Un contrôle social de plus en plus envahissant : caméras omniprésentes, nouveau certificat de bonne vie et mœurs autorisant la police à des enquêtes de voisinages, mobilisation des enseignants et des travailleurs sociaux pour un travail de contrôle social, voire un travail de police, etc. ;
- Un cadre légal de plus en plus répressif (lois sur les méthodes particulière de recherche, sur l'infraction terroriste, sur l'organisation criminelle, mandat d'arrêt européen, etc.) ;
- Des effectifs policiers et parapoliciers (« agents communaux de sécurité », vigiles, etc.), un système carcéral et des moyens de flicage (moyens d'interceptions des communications, etc. ex.) en pleine expansion.

La vision sécuritaire de la société, le développement des appareils, des techniques et des pratiques de répression permettent aujourd'hui d'étouffer toute opposition, toute lutte politique, militante ou ouvrière. La fonction étatique se centre d'autant plus sur sa nature répressive qu'elle déserte ses autres fonctions (régulation de l'économie, prise en charge des besoins populaires en matières de santé, d'enseignement, de communication, de mobilité, de logement, etc.). L'impuissance politique autoproclamée de l'Etat se mue en obsession de contrôle.

## 2. Considérants

- que, l'économie marchande (le mode de production capitaliste) est le système économique hégémonique dans notre pays et dans le monde ;
- que par sa logique même ce système génère dans tous les cas de figures des inégalités croissantes, et qu'en cas de crise économique, il engendre une paupérisation générale pure et simple ;
- que cette hégémonie et cette crise s'accompagnent de la liquidation des mécanismes (redistribution des richesses partielle par la fiscalité, mécanismes de protection sociale, législation de protection du travail, secteurs publics à la logique non-marchande, etc.) qui modéraient les effets les plus directement néfastes du système ;
- que ces inégalités et cette paupérisation induisent : *primo* une résistance et une lutte pour un autre système (et donc une lutte contre le pouvoir politique qui procède de ce système et qui a pour finalité sa perpétuation) ; *secundo* des tentatives individuelles et collectives de surmonter la misère par des démarches échappant au contrôle social (émigration clandestine, détournement de lois sociales, etc.) ; *tertio* des démarches individualistes destructrices (petite délinquance dégradant les conditions de vie populaires) voire autodestructrices (toxicomanie, etc.);

- que la répression est la principale, et parfois l'unique réponse du pouvoir politique à ces contradictions (nouvelles lois sécuritaires anti-démocratiques, nouvelles polices et nouvelles prisons, nouvelles conventions juridico-policières européennes et internationales, nouveaux dispositifs de contrôle social allant de la vidéosurveillance généralisée à la mobilisation des assistants sociaux pour des tâches de flicage socio-économique, centres fermés et déportations de sans-papiers, etc.) ;

- que cette logique répressive trouve de nombreux relais dans des institutions proches des pouvoirs politique et économique (média développant un discours sécuritaire, bureaucratie syndicale excluant des délégués combatifs en les exposant ainsi au licenciement, ONG collaborant aux expulsions pour les « humaniser », etc.) ;

- que la lutte contre la répression est une partie et une condition de toute réelle lutte pour un autre système parce que la répression et la guerre (répression à l'intérieur, guerre à l'extérieur) sont consubstantielles au système ;

- que la lutte contre la répression est donc une partie et une condition de toute réelle lutte pour un autre système parce que la répression est la ligne de défense de système, la principale garantie de sa continuité;

Les organisations et collectifs soussignés constituent la *Coordination Anti-Répression*

## 2. Activités

L'activité de la Coordination se développe sur deux axes:

*Primo*, l'observation et l'information :

La Coordination mettra au jour les nouveaux mécanismes et outils répressifs, leur origine, leur but, leur fonctionnement, leur portée. Elle popularisera le résultat de ses recherches et analyses par différents moyens (publications, conférences, etc.). La coordination diffusera en outre des informations pratiques permettant de mieux affronter la répression (guide des droits du manifestant, etc.)

*Secundo*, l'aide aux forces de résistance victimes de la répression :

La Coordination construira un réseau regroupant les associations et services prêts à aider les personnes et forces progressistes confrontés à la répression dans le cadre de leurs activités politique, militante ou syndicale, pour que ceux-ci puissent avoir les moyens nécessaires pour faire face à la répression (assistance juridique, aide financière, publicité des situations, mobilisation solidaire).

## 3. Fonctionnement

Dans un souci d'efficacité, la Coordination Anti-Répression ne se composera que d'organisations et de collectifs suffisamment structurés que pour pouvoir désigner un représentant dans le comité directeur de la Coordination. En dehors des activités réalisées en commun dans le cadre de la Coordination, les collectifs et organisations gardent leur totale indépendance d'expression et d'action. Les décisions (y compris l'adhésion d'un nouveau collectif ou organisation) sont prises dans le comité directeur soit par consensus, soit par vote (un collectif ou organisation = une voix).

Bruxelles, été 2005

Les forces fondatrices de la **Coordination Anti-Répression** sont : l'**Espace Marx** (Bruxelles), le **Collectif des plaignants du 23 février 2003**, et le **Secours Rouge/APAPC** (section belge de la Commission pour un Secours Rouge International).